

L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor): Madame le Président, je ne suis pas au courant de la nouvelle en question.

Des voix: Voyons donc!

M. Johnston: Cependant j'en prendrais volontiers connaissance si le député voulait bien me la communiquer.

M. Bosley: Madame le Président, je ne dois pas m'étonner je suppose que le président du Conseil du Trésor ignore des questions qui concernent justement le Conseil du Trésor. Il en a été de même depuis trois ou quatre semaines à l'occasion des négociations salariales.

Peut-il me dire que le document examiné à la conférence des premiers ministres ne constitue pas la politique du gouvernement—le document demandait si l'on doit consacrer des fonds publics pour promouvoir ce qu'un grand nombre de citoyens considèrent comme de la politique partisane—à supposer que le gouvernement libéral réclame une augmentation de cette manne, osera-t-il, en sa qualité de président du Conseil du Trésor, refuser d'augmenter des fonds consacrés à promouvoir une politique partisane?

M. Johnston: Madame le Président, le Conseil du Trésor n'a pas l'habitude de fonder sur les commentaires des journaux les décisions qu'il prend en matière de dépenses.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES ENTRETIENS DU MINISTRE AVEC LE PREMIER MINISTRE THATCHER AU SUJET DE LA CONSTITUTION

L'hon. Allan Lawrence (Durham-Northumberland): Madame le Président, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures va-t-il faire à la Chambre un bref résumé de ses entretiens de quatre minutes avec M^{me} Margaret Thatcher?

L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Madame le Président, mon collègue, le ministre de l'Environnement et moi-même avons passé presque une heure en compagnie du premier ministre du Royaume-Uni.

Une voix: Combien y avait-il de personnes présentes et combien lui ont adressé la parole?

M. MacGuigan: Nous lui avons expliqué en détail le projet du gouvernement de rapatrier la constitution ainsi que d'autres dispositions du projet de résolution. Nous lui avons exposé nos motifs et avons discuté comment son propre échéancier pourrait se prêter à notre requête.

Questions orales

M. Lawrence: Madame le Président, en nous faisant son bref compte-rendu, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures voudrait-il bien nous dire s'il y a lieu quelle réponse il a reçue et quelle assurance il a obtenue du premier ministre de la Grande-Bretagne et si, malgré le peu de temps dont il disposait, il a pu en même temps lui expliquer les 12 ou 14 formules possibles qui ont été mises de l'avant en plus de la proposition du gouvernement?

M. MacGuigan: Madame le Président, c'est le gouvernement du Canada qui conseille le gouvernement du Royaume-Uni au sujet des questions qui touchent la constitution du Canada et non pas l'opposition ou les provinces.

M. Clark: Et le Parlement?

M. MacGuigan: Le Parlement conseille le Parlement et le gouvernement du Royaume-Uni, mais c'est notre gouvernement qui conseille le gouvernement britannique au sujet de la constitution. Je signale au député que nous n'avons rien réclamé à genoux.

M. Crosbie: Vous avez réclamé à cor et à cri.

M. MacGuigan: Nous sommes simplement allés expliquer la situation. On nous avait déjà garanti par le passé que le gouvernement britannique et les partis de l'opposition aussi, d'ailleurs accepteraient l'accord sur la constitution.

Une voix: Avez-vous installé des panneaux publicitaires?

M. MacGuigan: L'entretien a porté sur les modalités plutôt que sur le fond du projet.

Des voix: Bravo!

* * *

LES PÊCHES

ON DEMANDE SI LE GOUVERNEMENT AIDERA LES PÊCHEURS DE SAUMON DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Ted Miller (Nanaimo-Alberni): Madame le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans. Le ministre sait certainement que la pêche au saumon en Colombie-Britannique a été pour le moins désastreuse cette année parce que moins de saumons ont remonté les cours d'eau et que le coût des emprunts et du matériel a augmenté alors que le prix du saumon a baissé. Le ministre sait aussi que bon nombre de pêcheurs de la Colombie-Britannique ont de graves ennuis et risquent de perdre leur navire. Je voudrais demander au ministre si lui-même ou son gouvernement peuvent annoncer maintenant la mise en œuvre d'un programme d'aide quelconque à l'intention de ces pêcheurs, quand un tel programme serait mis en vigueur et ce qu'il ferait pour aider les pêcheurs.